L.175/1

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L. 175/1
19 DEC. 1969
Transmis à M. Bureau
Overgemaakt aan de H. Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE — KONINKRIJK BELGIE

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre de [illegible] et de la Prévoyance sociale

le 3 décembre 1969

d'une demande d'avis

sur un projet d'arrêté royal portant [illegible]

a donné en sa séance du 7 décembre 1969

l'avis suivant :

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

verzocht door de Minister van [illegible] en Sociale Voorzorg

op 3 december 1969, hem

van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit [illegible]

heeft ter zitting van 7 december 1969

het volgend advies gegeven :

C.E. - R.S.
Entrée - Binnen
9 DEC. 1969
N° .....
COORD.

L. 175/1.

Le projet a pour objet d'apporter certaines modifications aux conditions d'octroi de l'allocation de chômage aux travailleurs saisonniers telles qu'elles étaient établies par l'arrêté du Régent du 22 janvier 1946 modifié par celui du 14 janvier 1948.

Le premier objet de la réforme est de faciliter la perte de la qualité de travailleur saisonnier qui n'est plus subordonnée à l'exercice d'une autre activité pendant deux années consécutives mais qui se réalise par la simple inscription au Fonds de soutien comme demandeur d'un emploi quelconque.

Le second objet de cette réforme est de préciser la notion de "travailleur saisonnier", ce caractère devant être reconnu dorénavant à tout travailleur qui limite volontairement son activité pendant une ou plusieurs périodes de l'année à l'accomplissement d'un travail à caractère saisonnier.

Il n'est plus exigé, comme par le passé, qu'il ait exercé cette activité pendant deux années consécutives.

Cependant l'exercice d'une telle activité pendant deux années même non consécutives reste nécessaire pour que le travailleur saisonnier puisse prétendre au bénéfice des allocations de chômage.

Le préambule ne vise aucun texte légal mais il est évident que le projet constitue une mesure d'application de l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 sur la sécurité sociale des travailleurs.

On peut néanmoins se demander s'il n'excède pas les limites des pouvoirs donnés au Roi par ce texte qui se borne à habiliter l'exécutif à régler "la constitution et le fonctionnement" du Fonds provisoire de soutien des chômeurs.

./..

./..

Le fonctionnement est impossible à régler sans une détermination préalable des conditions dans lesquelles les chômeurs peuvent être admis à bénéficier des allocations payées par le Fonds, l'arrêté-loi ayant certainement voulu que tous les chômeurs involontaires y émargent dans des conditions d'équivalence. Aussi convient-il, quoique le texte de l'article 7 précité soit peu explicite, de donner un sens large au mot "fonctionnement" et d'inclure, ce qui est normal, dans les modalités de fonctionnement, celles qui ont trait aux conditions requises des travailleurs pour que ceux-ci soient en droit de prétendre au bénéfice des allocations.

Le projet appelle, en outre, les remarques suivantes :

Intitulé.

Le Conseil d'Etat propose : "Arrêté du Régent déterminant les conditions de l'octroi d'allocations de chômage aux travailleurs saisonniers."

Préambule.

1.

Il convient de viser l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

2.

D'autres dispositions de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 que son article 88 devant s'appliquer au présent arrêté, il convient d'en viser tout le texte et non le seul article 88.

3.

Le Conseil d'Etat propose de ne pas mentionner dans le préambule les textes abrogés par l'arrêté.

./..

./..

4.

Il convient de viser l'avis du Conseil d'Etat.

Article 1er.

L'article 1er détermine les périodes pendant lesquelles les travailleurs saisonniers peuvent prétendre aux allocations de chômage : celles pendant lesquelles ils exercent habituellement leur occupation salariée. A cette notion, l'article 5 apporte une précision : il s'agit des périodes pendant lesquelles ces travailleurs ont exercé leur activité saisonnière au cours des deux dernières années civiles, même non consécutives.

Cette précision doit être incorporée dans le texte de l'article 1er. En outre, les périodes d'activité du travailleur pendant ces deux années de référence peuvent fort bien varier quant à leur étendue. Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, le Gouvernement a l'intention de laisser au Fonds le soin de choisir entre les périodes de ces deux années. C'est pour cette raison qu'il en est fait mention dans le texte du projet ci-après.

Article 2.

1.

L'alinéa 1er ne dit pas par qui un certain travail sera reconnu comme "saisonnier". Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, le Gouvernement entend laisser ce soin au Fonds ; il convient de l'indiquer.

2.

Le deuxième alinéa indique dans quelles conditions se perd la qualité de travailleur saisonnier.

Le Conseil d'Etat propose de placer ces dispositions dans l'article 4 qui précise les conséquences de la perte de cette qualité.

./..

./..

Article 3.

1.

La notion d'"emploi convenable" est reprise de l'article 100 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires. C'est notamment pour cette raison qu'il convient de viser dans le préambule l'arrêté et non le seul article 88.

2.

Il résulte des renseignements donnés que l'intéressé doit effectuer les démarches exigées auprès de ses anciens employeurs, pendant le délai de trente jours et non avant que ce délai ait commencé à courir. Le Conseil d'Etat modifie donc en conséquence le texte du projet.

3.

A quelques détails près, le texte de cet article est celui de l'article 3 de l'arrêté du Régent du 22 janvier 1946.

Néanmoins, étant donné que les nouvelles dispositions réglementaires sont appelées à se substituer intégralement aux anciennes, le Conseil d'Etat propose une rédaction plus explicite.

Article 4.

1.

Le premier alinéa n'exprime pas l'intention du Gouvernement qui, d'après les renseignements donnés, entend assimiler entièrement au travailleur ordinaire, le travailleur qui a perdu la qualité de travailleur saisonnier. Il ne convient donc pas de faire allusion à des "périodes habituelles d'activité".

2.

Au deuxième alinéa, le mot "remplacement" est impropre.

D'après les renseignements donnés, c'est le mot "placement" qui devrait figurer dans le texte.

./..

./..

3.

Ce deuxième alinéa contient une contradiction : si l'intéressé n'est exclu du bénéfice des allocations qu'en dehors de ses périodes habituelles d'activité, il ne devra rembourser les allocations perçues depuis sa dernière inscription comme demandeur d'emploi que dans la mesure où, entre cette inscription et le moment de son exclusion, il ne s'est intercalé aucune période à considérer comme une période habituelle d'activité.

4.

Le troisième alinéa est en contradiction avec l'alinéa précédent : même si l'organisme payeur n'arrête ses ses paiements que le lundi suivant la notification, le paiement est indû et donne lieu à remboursement de sorte que, pour cet organisme comme pour le chômeur, la décision d'exclusion et de récupération produit ses effets, à partir du début de l'indemnisation irrégulière.

Mais, en outre, cet alinéa répète en d'autres termes la disposition de l'alinéa précédent ; il est, par conséquent, superflu.

5.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'exclusion et les règles de procédure sont déterminées par l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du Fonds provisoire.

La référence à cet arrêté dans le préambule, l'attribution de compétence au Fonds pour la distribution des allocations de chômage aux travailleurs saisonniers, le fait que l'article 88 de l'arrêté organique précité ne se rapporte à un arrêté spécial que pour la détermination "des conditions d'attribution des allocations" aux travailleurs saisonniers, sont à cet égard, des indications suffisantes.

./..

./..



Article 7.

L'exécution et la mise en vigueur doivent faire l'objet de dispositions distinctes.

Le Conseil d'Etat propose en outre certaines modifications de rédaction et de présentation qui figurent dans le texte qui suit :

ARRETE DU REGENT DETERMINANT LES CONDITIONS DE L'OCTROI D'ALLOCATIONS DE CHOMAGE AUX TRAVAILLEURS SAISONNIERS.

---

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article Ier.

Le travailleur saisonnier ne peut prétendre aux allocations du Fonds de soutien des chômeurs involontaires que dans le cas où il est en état de chômage involontaire au cours d'une période correspondant à celle durant laquelle il a exercé son activité pendant une des deux dernières années civiles, même non consécutives, dont le choix est laissé à l'appréciation du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires.

./..

Article 2.

Est considéré comme travailleur saisonnier, le travailleur qui limite exclusivement et volontairement son activité salariée à un travail reconnu comme saisonnier par le Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires.

Article 3.

Le travailleur saisonnier qui se trouve dans les conditions requises par l'article 1er du présent arrêté pour pouvoir prétendre aux allocations de chômage ne pourra néanmoins en bénéficier que s'il prouve son inscription comme demandeur d'emploi saisonnier au bureau régional du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, pendant les trente jours qui précèdent le début de sa période normale d'activité.

L'inscription comme demandeur d'un emploi saisonnier entraîne pour le travailleur inscrit l'obligation d'accepter au cours de la semaine qui précède le début de la période d'activité saisonnière, tout emploi convenable, dans la profession qu'il a exercée pendant une des deux années visées à l'article 1er, et passé le délai d'une semaine dans toute autre profession.

Il devra, en outre, prouver que pendant ce délai de trente jours, il a accompli toutes démarches nécessaires auprès de ses anciens employeurs, en vue de son réembauchage.

Article 4.

Le travailleur saisonnier perd cette qualité en s'inscrivant ou en se réinscrivant sans réserve à n'importe quelle période de l'année comme demandeur d'emploi. Il acquiert de la sorte le droit au bénéfice des allocations de chômage, dans les mêmes conditions que les travailleurs ordinaires.

./..

./..

Cependant si, en dehors d'une période qui eût constitué une de ses périodes normales d'activité en tant que travailleur saisonnier, il refuse un emploi convenable ou s'il met des réserves à son placement, il sera exclu du bénéfice des allocations pour tout le laps de temps compris entre ces périodes et il devra rembourser les allocations perçues indûment depuis la date de sa dernière inscription comme demandeur d'emploi.

Article 5.

L'arrêté du Régent du 22 janvier 1946 concernant l'octroi d'allocations de chômage par le Fonds provisoire de soutien des chômeurs modifié par l'arrêté du Régent du 14 janvier 1948, est abrogé.

Article 6.

Le présent arrêté entre en vigueur le premier lundi du mois qui suit la publication au Moniteur belge.

Article 7.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le

Par le Régent,
Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

Het ontwerp heeft tot doel bepaalde wijzigingen aan te brengen in de voorwaarden van toekenning van de werklozensteun aan de seizoenarbeiders, voorwaarden die vastgesteld waren door het besluit van de Regent van 22 Januari 1946 gewijzigd bij dat van 14 Januari 1948.

De hervorming beoogt in de eerste plaats het verlies van de hoedanigheid van seizoenarbeider te vergemakkelijken; dit verlies is niet langer afhankelijk van de uitoefening van een andere bedrijvigheid gedurende twee opeenvolgende jaren, maar wordt verwezenlijkt door de eenvoudige inschrijving in het Steunfonds als aanvrager van onverschillig welke betrekking.

In de tweede plaats beoogt de hervorming, het begrip "seizoenarbeider" nader te bepalen; voortaan zal als zodanig moeten erkend worden iedere arbeider, die zijn bedrijvigheid vrijwillig beperkt tot het uitoefenen, tijdens een of meer perioden van het jaar, van seizoenarbeid. Er wordt niet meer, zoals vroeger, vereist dat hij die bedrijvigheid gedurende twee opeenvolgende jaren zou hebben uitgeoefend.

Evenwel moet de seizoenarbeider nog steeds die bedrijvigheid gedurende twee zelfs opeenvolgende jaren hebben uitgeoefend om op de werklozensteun aanspraak te kunnen maken.

Ofschoon de inleiding naar geen enkele wettekst verwijst, is het ontwerp klaarblijkelijk een toepassingsmaatregel van artikel 7 van de besluitwet van 28 December 1944. betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Niettemin kan men de vraag stellen of het ontwerp de grenzen niet te buiten gaat van de machten, die deze tekst aan de Koning verleent. Die tekst beperkt er zich immers toe de uitvoerende macht bevoegd te verklaren om

../..

"de oprichting en de werking" van het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen te regelen.

De werking kan onmogelijk geregeld worden zonder dat vooraf de voorwaarden zijn bepaald, waarin de werklozen de door het Fonds uitgekeerde vergoedingen kunnen genieten; de besluitwet zal stellig gewild hebben dat alle onvrijwillige werklozen door het Fonds op voet van gelijkheid worden vergoed. Daarom hoort, ofschoon de tekst van voormeld artikel 7 weinig uitdrukkelijk is, de term "werking" in een ruime betekenis te worden opgevat en moeten, wat normaal is, tot de werkingsmodaliteiten diegene gerekend worden, die betrekking hebben op de voorwaarden waaraan de arbeiders moeten voldoen om rechtmatig aanspraak te kunnen maken op de steun.

Bovendien vallen bij het ontwerp de volgende opmerkingen te maken :

TITEL

De Raad van State stelt voor : "Besluit van de Regent tot vaststelling van de voorwaarden van toekenning van werklozensteun aan de seizoenarbeiders."

INLEIDING.

1.

Er zou moeten verwezen worden naar artikel 7 van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

2.

Vermits niet alleen artikel 88 maar ook andere bepalingen van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 op het voorliggend besluit van toepassing zijn, moet naar de globale tekst en niet enkel naar artikel 88 verwezen worden.

../..

3.

De Raad van State stelt voor, de teksten die door het besluit opgeheven worden niet in de inleiding te vermelden.

Er zou moeten verwezen worden naar het advies van de Raad van State.

Artikel 1.-

Artikel 1 bepaalt de periodes gedurende dewelke de seizoenarbeiders op werklozensteun aanspraak kunnen maken: de periodes tijdens dewelke zij gewoonlijk hun bezoldigde bedrijvigheid uitoefenen. Artikel 5 licht dit begrip nader toe : het gaat van de periodes gedurende dewelke deze arbeiders als seizoenarbeiders werkzaam zijn geweest in de loop van de laatste twee, desnoods niet opeenvolgende, burgerlijke jaren.

De nadere omschrijving van dit begrip zou in de tekst van artikel 1 moeten opgegeven zijn. Bovendien kan ook de duur van de periodes, tijdens dewelke de arbeider in de loop van de bewuste twee jaren werkzaam is geweest, verschillend zijn. Volgens de inlichtingen, die aan de Raad van State werden verstrekt, heeft de Regering het inzicht de keuze tussen de periodes van deze twee jaren aan het Fonds over te laten. Daarom werd hiervan melding gemaakt in de onderstaande tekst van het ontwerp.

Artikel 2.-

1.

In alinea 1 wordt niet gezegd door wie een bepaalde arbeid als "seizoenarbeid" zal kunnen beoordeeld worden. Volgens de inlichtingen die aan de Raad van State werden verstrekt, zou de Regering het Fonds hierover willen laten beslissen; dit zou moeten aangestipt worden.

../..

2.

Alinea 2 bepaalt in welke voorwaarden de hoedanigheid van seizoenarbeider verloren gaat.

De Raad van State stelt voor deze bepalingen in artikel 4 onder te brengen, waarin de gevolgen van het verlies van deze hoedanigheid worden bepaald.

Artikel 3.

1.

Het begrip "behoorlijke betrekking" is ontleend aan artikel 100 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945, tot inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen. Om deze reden zou de inleiding dan ook naar het besluit en niet naar artikel 88 alleen moeten verwijzen.

2.

Uit de ingewonnen inlichtingen is gebleken dat de belanghebbende de nodige **stappen** bij zijn vroegere werkgevers moet doen gedurende de termijn van dertig dagen en niet vooraleer deze termijn een aanvang neemt. De tekst van het ontwerp is door de Raad van State dienovereenkomstig gewijzigd.

3.

Op enkele bijzonderheden na, is de tekst van dit artikel dezelfde als die van artikel 3 van het besluit van de Regent van 22 Januari 1946.

Niettemin stelt de Raad van State een meer uitdrukkelijke redactie voor, vermits de nieuwe reglementaire bepalingen bestemd zijn om de vroegere tekst integraal te vervangen.

Artikel 4.-

1.

Alinea 1 zegt niet dat de Regering, zoals uit de ingewonnen inlichtingen blijkt, het inzicht heeft de arbei-

../..

der, die de hoedanigheid van seizoenarbeider verloren heeft, volledig op dezelfde voet te plaatsen als de gewone arbeider. Het gaat dus niet op van "gewoonlijke bedrijvigheidsperioden" te gewagen.

2.

In alinea 2 is het woord "vervanging" onjuist.

Volgens de ingewonnen inlichtingen zou hier het woord "plaatsing" moeten staan.

3.

In deze tweede alinea ligt een tegenspraak : indien de belanghebbende zijn recht op uitkeringen slechts buiten zijn gewone periodes van bedrijvigheid ontzegd ziet, zal hij de uitkeringen, die hij sinds zijn laatste inschrijving als werkzoeker ontvangen heeft, slechts hoeven terug te betalen in zover tussen deze inschrijving en het ogenblik van zijn uitsluiting, geen enkele periode is gevallen, die als gewone periode van bedrijvigheid te beschouwen is.

4.

Alinea 3 is in strijd met de voorgaande alinea; zelfs indien het betaalorganisme zijn betalingen slechts staakt de Maandag, die op de betekening volgt, dan is de uitbetaling nog ongewettigd en moet de uitkering worden terugbetaald, zodanig dat de beslissing tot uitsluiting en tot terugvordering, zo voor het organisme als voor de werkloze, uitwerking zou hebben van het ogenblik af waarop met de onregelmatige vergoeding een aanvang werd gemaakt.

Voor het overige is deze alinea een herhaling in andere termen van de bepaling van de voorafgaande alinea, en is dus overbodig.

../..

5.

Welke overheid bevoegd is om de beslissing tot uitsluiting te nemen en welke de regelen der procedure zijn, is bepaald door het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 tot inrichting van het Voorlopig Steunfonds.

In dit opzicht is het voldoende dat naar dat besluit in de inleiding verwezen wordt, dat aan het Fonds bevoegdheid wordt verleend om de werklozensteun onder de seizoenarbeiders te verdelen, en dat artikel 88 van het voornoemd besluit tot inrichting slechts op een bijzonder besluit betrekking heeft om de "toekenningsvoorwaarden der vergoedingen" aan de seizoenarbeiders vast te stellen.

Artikel 5.-

De opmerkingen aangaande dit artikel werden naar aanleiding van artikel 1 geformuleerd; er moet nog op gewezen worden dat het gebruik van de uitdrukking "uitsluitend als seizoenarbeiders" een pleonasme is, aangezien elke seizoenarbeider dit, in de zin van artikel 2 van het ontwerp, per definitie "uitsluitend" is.

Artikel 7.-

De uitvoering en de inwerkingtreding moeten elk in een afzonderlijk artikel behandeld worden.

De Raad van State stelt bovendien enkele wijzigingen in de redactie en de uiterlijke vorm voor. Zij zijn in de onderstaande tekst opgenomen.

../..

Besluit van de Regent tot vaststelling van de voorwaarden van toekenning van werklozen-steun aan de seizoenarbeiders.

---

Karel, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regent van 26 Mei 1945, tot inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen ;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De seizoenarbeider mag slechts op de uitkeringen van het Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen aanspraak maken, in geval hij onvrijwillig werkloos is gedurende een periode, die overeenstemt met die gedurende dewelke hij zijn activiteit tijdens de laatste twee, desnoods niet opeenvolgende, jaren heeft uitgeoefend.

Artikel 2.-

Wordt als seizoenarbeider beschouwd, de arbeider, die zijn bezoldigde bedrijvigheid uitsluitend en vrijwillig beperkt tot een werk, dat door het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen als seizoenarbeid wordt erkend.

.../...

Artikel 3.-

De seizoenarbeider, die in de voorwaarden verkeert, welke door artikel 1 van dit besluit vereist zijn om aanspraak op werklozensteun te kunnen maken, kan deze steun evenwel slechts genieten indien hij zich, tijdens de dertig dagen, die zijn normale werkperiode voorafgaan, als werkzoekend seizoenarbeider laat inschrijven in het gewestelijk bureau van het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen.

De inschrijving als werkzoekend seizoenarbeider sluit voor de ingeschreven arbeider de verplichting in om, in de loop van de week, die de periode van seizoenbedrijvigheid voorafgaat, elke behoorlijke betrekking te aanvaarden in het beroep, dat hij gedurende één van de twee bij artikel 1 bedoelde jaren uitgeoefend heeft en, eens de termijn van een week verstreken, in elk ander beroep.

Hij zal bovendien moeten bewijzen dat hij, gedurende deze termijn van dertig dagen, bij zijn vroegere werksgevers alle nodige stappen heeft gedaan om opnieuw in dienst te worden genomen.

Artikel 4.-

De seizoenarbeider kan niet langer als zodanig worden beschouwd, indien hij zich op enig tijdstip van het jaar zonder voorbehoud als werkzoeker laat inschrijven of opnieuw laat inschrijven. Zodoende verwerft hij het recht om, in dezelfde voorwaarden als de gewone arbeiders, werklozensteun te genieten

Indien hij evenwel buiten een periode om welke voor hem, als seizoenarbeider, één van zijn periodes van normale bedrijvigheid zou zijn geweest, een behoorlijke betrekking weigert of indien hij voorbehoud maakt voor zijn plaatsing, zal hem het recht op steun worden ontzegd gedurende de volledige tijdspanne tussen deze periodes in en zal hij de uitkeringen moeten terugbetalen, die hij als werkzoeker sinds de datum van zijn laatste inschrijving ten onrechte heeft ontvangen.

.../...

Artikel 5.-

Het besluit van de Regent van 22 Januari 1946 betreffende de toekenning van werklozensteun door het Voorlopig Steunfonds voor Onvrijwillige Werklozen, gewijzigd door het besluit van de Regent van 14 Januari 1948, wordt opgeheven.

Artikel 6.-

Dit besluit treedt in werking de eerste Maandag van de maand, die volgt op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 7.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de

Vanwege de Regent,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

[redacted], assesseurs de la section de législation
[redacted], bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

M. SUETENS, président

de H. SUETENS, voorzitter

LE GREFFIER- DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,